

THEME 2- ANALYSER LES DYNAMIQUES DES PUISSANCES INTERNATIONALES

ACTIVITE 11 : Unilatéralisme et multilatéralisme



Compétences travaillées :

Comprendre un concept (unilatéralisme et multilatéralisme)
Prélever des informations
Faire une synthèse
Maîtriser la chronologie

ETAPE 1 : DECOUVRIR LES NOTIONS D'UNILATERALISME ET DE MULTILATERALISME

Consignes : Lisez ces articles de presse et répondez aux questions suivantes :

1. Relevez une définition du multilatéralisme et de l'unilatéralisme.
2. Relevez les Etats favorables à l'unilatéralisme et au multilatéralisme cités dans les textes. Expliquez brièvement la vision de chacun.
3. A partir des documents et de votre réflexion, trouvez des arguments en faveur de l'unilatéralisme et du multilatéralisme.

Doc. 1- Histoire de l'unilatéralisme

Histoire d'une notion. Dans les quelque deux heures trente de son discours d'investiture à la Maison Blanche, le 20 janvier, Donald Trump n'a pas une seule fois prononcé le mot « allié ». « *L'Amérique retrouvera sa place légitime de nation la plus grande, la plus puissante et la plus respectée de la planète* », avait martelé le 47^e président américain. L'« America first », dont il se veut le porteur, est la quintessence¹ même de l'unilatéralisme, c'est-à-dire de la volonté pour un Etat d'agir avant tout pour ses propres intérêts sans tenir compte de ceux des autres, y compris de ceux de ses alliés les plus proches et en se passant de leur soutien.

Véritable déclaration de guerre économique au reste du monde, les augmentations générales des droits de douane² lancées par l'administration Trump sont un parfait exemple d'unilatéralisme. De même que les négociations menées sur la guerre en Ukraine. Dès son premier mandat, Donald Trump s'était retiré de nombre de traités internationaux, à commencer par l'accord de Paris sur le climat³.

« *En tant que président des Etats-Unis, je mettrai toujours l'Amérique en premier. Tout comme vous, en tant que leaders de vos pays, mettez toujours et devez toujours mettre vos pays en premier* », clamait Donald Trump en septembre 2017, lors de son premier discours à New York, devant l'Assemblée générale des Nations unies.

« *L'unilatéralisme se fonde sur la volonté d'exclure toute procédure multilatérale de coopération avec des alliés ou des partenaires qui affaiblirait la position des Etats-Unis pour la défense de leurs intérêts. A la différence de l'isolationnisme, il n'implique pas un retrait de l'engagement américain des affaires du monde* », explique André Kaspi, professeur émérite d'histoire des Etats-Unis à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Le mot n'est apparu qu'au milieu des années 1930 à propos des membres de la Société des nations⁴ qui prônaient⁵ un désarmement unilatéral. Il est réapparu dans le discours politique outre-Atlantique à la fin des années 1960, avant tout à propos de la politique commerciale et financière, puis servant à qualifier une approche égoïste faisant fi⁶ de toute véritable coopération avec des partenaires traités comme de simples vassaux⁷.

L'unilatéralisme a toujours été une réalité dans l'univers hobbesien⁸ des relations internationales. Ce n'est pas une doctrine, mais avant tout une méthode, pour les pays qui ont les moyens d'agir en solitaire, de créer des faits accomplis. Ainsi de la Russie de Vladimir Poutine, qui lance la guerre de grande ampleur en Ukraine [le 24 février 2022], ou de la Chine de Xi Jinping, avec sa pression croissante en mer de Chine méridionale et sur Taiwan.

¹ - quintessence : l'essence même, ce qu'il y a de plus concentré

² - droits de douane : impôts, taxes payés à l'importation/l'exportation d'un produit, qui doit dissuader le consommateur d'acheter étranger

³ - accord de Paris sur le climat : traité international sur les changements climatiques adopté par 196 Etats lors de la COP21, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques à Paris, le 12 décembre 2015.

⁴ - Société des nations ou SDN : première organisation intergouvernementale créée pour « développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sécurité ». Elle naît à la suite de la 1^{ère} guerre mondiale et de la conférence de paix organisée à Versailles. Elle est souvent qualifiée de « prédécesseur » des Nations Unies.

⁵ - prônaient : recommandaient, vantaient

⁶ - faisant fi : méprisant, refusant

⁷ - vassaux : subordonnés, soumis

⁸ - univers hobbesien : « Le monde hobbesien – qui est un concept géopolitique et ne renvoie que faiblement à la lecture philosophique de Thomas Hobbes – est l'espace de la guerre de tous contre tous. Il est associé au système westphalien – les États sont des gladiateurs dans une arène – où la seule façon d'assurer sa sécurité est la puissance. » (définition de la revue *Sciences humaines* : https://www.scienceshumaines.com/petit-vocabulaire-de-geopolitique_fr_23131.html)

Mais ce peut être aussi l'action d'Etats plus petits, tel l'Israël de Benjamin Nétanyahou, qui, dans sa réponse aux attaques terroristes du Hamas du 7 octobre 2023, ne tient guère compte des conseils de l'allié et protecteur américain, tout en sachant qu'il continuera à bénéficier de son soutien indéfectible.

Si la notion d'unilatéralisme se réfère avant tout à la politique américaine, c'est en raison de leur puissance aussi bien économique que technologique et militaire, avec de 40 % à 50 % des dépenses de défense dans le monde. Avec cette politique, qui avait commencé bien avant l'administration Trump, même si elle s'exerçait de façon moins brutale, les Etats-Unis deviennent les fossoyeurs⁹ d'un système multilatéral construit autour de l'Organisation des Nations unies dont ils avaient été le pilier, depuis 1945, et le principal contributeur. « *L'ordre international est non seulement obsolète¹⁰, mais il est désormais une arme utilisée contre nous* », déclarait le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Marco Rubio, lors de son audition devant le Sénat, le 15 janvier.

Au sens strict, l'unilatéralisme est le contraire du multilatéralisme, qui est fondé sur l'action collective et le respect du droit international. Souvent, néanmoins, les deux approches peuvent se succéder dans la politique de telle ou telle administration américaine en fonction des dossiers. « *Nous sommes multilatéralistes quand nous le pouvons et unilatéralistes quand nous le devons* », résumait Madeleine Albright (1937-2022), la cheffe de la diplomatie américaine de Bill Clinton, qui aimait à présenter les Etats-Unis comme la « *nation indispensable* ».

Le débat sur la politique extérieure américaine est indissociable de celui sur la « *destinée manifeste* » du pays. « *Héritiers de Pères pèlerins en quête de liberté religieuse et d'un système politique fondé au siècle des Lumières, les Etats-Unis estiment conserver une responsabilité morale dans le monde* », relève la politiste Laurence Nardon dans *Géopolitique de la puissance américaine* (Presses universitaires de France, 2024). L'isolationnisme a de profondes racines outre-Atlantique. En témoigne le testament politique de George Washington : « *Notre grande règle de conduite est d'avoir le moins de connexions politiques possible avec les nations étrangères.* »

Tout au long de l'histoire américaine se sont ainsi succédé des moments de repli et des moments interventionnistes, où les Etats-Unis faisaient appel à leurs partenaires en fonction de leurs besoins, tout en s'autorisant à agir seuls s'ils estimaient que leur efficacité pouvait s'en trouver accrue. L'unilatéralisme assumé de Donald Trump est un tournant en ce qu'il affirme un recours désinhibé¹¹ au chacun pour soi et à la force brute. Lors de la cérémonie d'investiture du président américain, Andy Ogles, élu trumpiste du Tennessee à la Chambre des représentants, résumait la nouvelle donne dans un entretien à *Fox News* par une formule choc : « *Nous sommes, très franchement, le prédateur dominant.* »

⁹- fossoyeurs : ceux qui enterrent

¹⁰- obsolète : dépassé

¹¹- désinhibé : décomplexé, qui ne se retient plus

Source : SEMO Marc, « Aux origines de l'« unilatéralisme » ou la volonté pour un Etat d'agir avant tout pour ses propres intérêts », *Le Monde*, 16/04/2025 [en ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/16/aux-origines-de-l-unilateralisme-ou-la-volonte-pour-un-etat-d-agir-avant-tout-pour-ses-propres-interets_6596579_3232.html]

Doc. 2- Quels sont les champions du multilatéralisme aujourd'hui ?

Par opposition à l'unilatéralisme, le multilatéralisme est un ensemble de mécanismes qui régissent la coopération entre États. Ces relations s'organisent autour d'un nombre limité mais significatif de grandes conventions internationales¹ (Convention sur le droit de la mer, traité de non-prolifération des armes nucléaires) et peuvent être coordonnées par des organisations comme les Nations unies et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce système a été façonné en grande partie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, profitant du traumatisme engendré par le conflit planétaire et la nécessité de reconstruire un ordre mondial qui favorise le commerce et la coopération entre les pays. « Ses partisans se reconnaissent parmi les nations qui défendent les règles internationales et souscrivent aux traités, contribuent financièrement et humainement aux missions de maintien de la paix, payent rubis sur ongle² leur part obligatoire au budget de l'ONU, voire la dépassent, cherchent des consensus sur les dossiers sensibles plutôt que d'user du droit de veto³ et privilégient les traités les plus larges possibles en lieu et place des échanges bilatéraux⁴ », précise Manuel Lafont Rapnouil, responsable parisien du Conseil européen des relations internationales.

Pour bon nombre de spécialistes, la paralysie de la dynamique multilatérale tient en bonne partie à l'attitude des États-Unis qui préfèrent la loi américaine à la loi internationale. La première puissance mondiale a également déclenché une guerre en Irak⁵ sans le soutien des Nations unies, renoncé au traité sur le nucléaire iranien⁶ et quitté plusieurs organismes tel que l'Unesco ou le conseil des droits de l'homme.

¹- Conventions internationales : accords entre deux ou plusieurs États comportant l'octroi réciproque de droits et l'acceptation d'obligations.

²- Payer rubis sur ongle : payer entièrement

³- Droit de veto : droit de s'opposer seul et de bloquer une décision prise par l'ONU

⁴- Echange bilatéral : discussion, négociations, action à deux Etats (et non plus)

⁵- guerre en Irak contre l'avis de l'ONU menée par les USA

⁶- Traité signé en 2015 qui limite le développement du nucléaire iranien et renforce les contrôles contre une levée des sanctions internationales ; dénoncé par Trump en 5/2018

Depuis 1994, les États-Unis ont utilisé à 15 reprises le droit de veto au conseil de sécurité, l'arme la plus unilatérale qui soit, soit autant que la Russie. Au-delà de sa dénonciation de l'unilatéralisme américain, le gouvernement russe n'a pas montré beaucoup d'appétence⁷ pour le multilatéralisme qu'elle confond avec une vision multipolaire des rapports mondiaux. Bloquant systématiquement les résolutions de l'ONU sur le dossier syrien, Moscou cherche à créer des coalitions sur les questions de sécurité et de lutte contre le terrorisme. La Chine qui a utilisé à sept reprises son droit de veto depuis 1994 défend son approche multilatérale à travers une contribution croissante aux Casques bleus, la hausse de ses dépenses au budget des Nations unies et une présence renforcée dans les agences dites techniques de l'ONU. Elle adhère à de nombreux traités, en évitant cependant les conventions qui seraient juridiquement contraignantes. « Pour la Chine, le multilatéralisme est d'abord une technique diplomatique qui consiste à trouver des accords à plusieurs, à condition qu'ils n'empiètent pas sur leur souveraineté, estime Manuel Lafont Rapnouil. Les Européens assument davantage la notion d'inter dépendance et d'un ordre mondial qui réponde à des principes permettant de traiter des problèmes. » Depuis la fin des guerres coloniales, la France et le Royaume-Uni sont sur cette ligne de conduite. Les deux membres du conseil de sécurité de l'ONU n'ont pas utilisé leur droit de veto depuis la fin de la Guerre Froide et ont soutenu activement la rédaction des traités et conventions internationales. Si la France est intervenue militairement à plusieurs reprises, notamment en Afrique, elle a pris soin de le faire avec l'aval⁸ de l'ONU ou à tout le moins avec le soutien de larges coalitions, au cours des vingt dernières années. « Ces deux ex-grandes puissances voient dans le multilatéralisme une façon de renforcer leur capacité politique sur la scène internationale », conclut Manuel Lafont Rapnouil.

⁷- Appétence : goût

⁸- avec l'aval : avec l'accord

Source : « Qui sont les champions du monde multipolaire ? », *La Croix*, 26 septembre 2018
[<https://www.la-croix.com/Monde/sont-champions-multilateralisme-2018-09-26-1200971764>]

ETAPE 2 : LES ETATS-UNIS ADEPTES DU MULTILATERALISME OU DE L'UNILATERALISME ?

L'objectif de cette étape est de répondre à la question : depuis 1991 et leur victoire dans la guerre froide qui marque leur domination mondiale, les Etats-Unis se montrent-ils favorables plutôt au multilatéralisme (qu'ils ont contribué à mettre en place en 1945) ou à l'unilatéralisme dans leurs relations avec le reste du monde ?

Consigne : Pour ce faire, vous disposez, outre les deux articles déjà lus, d'un corpus documentaire qui va vous permettre de repérer des phases de multilatéralisme et d'unilatéralisme des Etats-Unis ainsi que les événements :

- Pour chaque document, dites si l'action des Etats-Unis relève plus de l'unilatéralisme ou du multilatéralisme
- Identifiez les événements qui changent la donne
- Réalisez ensuite une frise chronologique de synthèse.

Doc. A- Discours de George H BUSH (1989-1993) devant le Congrès, 11 septembre 1990

Nous sommes réunis ce soir, témoins dans le golfe Persique d'événements aussi significatifs qu'ils sont tragiques. Aux premières heures du 2 août, à la suite de négociations et après que le dictateur irakien Saddam Hussein eut promis de ne pas recourir à la force, une puissante armée irakienne envahit son voisin nullement méfiant et beaucoup plus faible, le Koweït. [...] Ce soir, je veux vous parler de ce qui est en jeu, de ce que nous devons faire ensemble pour défendre partout les valeurs du monde civilisé et pour maintenir la force économique de notre pays. Nos objectifs dans le golfe Persique sont clairs, précis et bien connus. [...] Ces objectifs ne sont pas seulement les nôtres. Ils ont été approuvés par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies à cinq reprises ces cinq dernières semaines. La plupart des pays partagent notre volonté de faire respecter les principes. Et un grand nombre d'entre eux ont intérêt à ce que la stabilité règne dans le golfe Persique. Ce n'est pas, comme Saddam Hussein le prétend, les États-Unis contre l'Irak. C'est l'Irak contre le monde. [...] Il est clair qu'aucun dictateur ne peut plus compter sur l'affrontement Est-Ouest pour bloquer l'action de l'ONU contre toute agression. Un nouveau partenariat des nations a vu le jour. [...] Aujourd'hui, ce nouveau monde cherche à naître. Un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. Un monde où les États reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice. Un monde où les forts respectent les droits des plus faibles. [...]

Doc. B- Accords d'Oslo signés à Washington le 13 septembre 1993 entre le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le chef de l'Organisation de Libération de la Palestine Yasser Arafat, sous l'œil satisfait de Bill Clinton (Source : Article du *Huffington Post* du 12 septembre 2018)



L'objectif du texte était clair: mettre un terme à un conflit vieux de plusieurs décennies, en reconnaissant "une autorité palestinienne intérimaire autonome" pour une période transitoire de cinq ans. À long terme, cet accord devait permettre de mettre en place "une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité", comme le demandait déjà la résolution 242 de l'Onu votée en 1967. le fruit d'un travail de longue haleine entre l'Organisation de libération de la Palestine -représentée par Mahmoud Abbas-, le ministre des Affaires étrangères israélien de l'époque Shimon Peres et les États-Unis présidés par Bill Clinton, qui ont joué le rôle crucial de médiateur entre les deux antagonistes.

Doc. C- Une du *Monde* le 17 septembre 2001

Retour sur la tragédie, questions sur la riposte

● Le Congrès autorise George W. Bush à entrer en guerre ● Il lui accorde 40 milliards de dollars de dépenses supplémentaires
 ● Le président américain rappelle 50 000 réservistes ● L'enquête progresse rapidement ● Pourquoi les Etats-Unis ont du mal à choisir les cibles d'une réplique ● « Le Monde » raconte ces journées qui ont ébranlé l'Amérique

SOMMAIRE

- **Aux Etats-Unis, la mobilisation et l'enquête** : Le Congrès des Etats-Unis donne au président Bush les pleins pouvoirs pour faire la guerre. Les dix-neuf pirates et kamikazes sont identifiés. p. 2
- **Les scénarios de la riposte** : Les alliés s'interrogent sur le choix des cibles. La CIA accusée d'avoir négligé le renseignement humain. p. 3
- **L'Afghanistan, cible éventuelle** : Les pièges d'une opération militaire. Une étroite marge de manœuvre au Pakistan. La mort probable du commandant Massoud. p. 4
- **La coalition internationale s'organise** : Selon Colin Powell, « l'emploi de la force brute n'est pas la seule option ». p. 5 et 6
- **Journée de deuil** : Les reportages de nos correspondants et de nos envoyés spéciaux sur les cérémonies de vendredi. p. 7 et 8

- **Horizons-Récit** : Jour par jour, la semaine tragique. La reconstitution d'une semaine de drame, d'effroi et de fureur. p. 12 et 13
- **Horizons-Débats** : Cinq points de vue sur la tragédie. p. 14 et 15
- **Horizons-Histoire** : Le précédent de Pearl Harbor, en 1941. p. 16
- **Horizons-Analyses** : Notre éditorial : « Solidarité économique. » Le point de vue du médiateur du *Monde*, Robert Solé. p. 18
- **Entreprises** : Comment Internet s'est révélé un média de crise, fiable et rapide. p. 19

Dans notre supplément « Le Monde Argent », l'analyse des marchés. Sur notre site www.lemonde.fr, un suivi de l'information en continu.

● **A nos lecteurs** : à partir de lundi, *Le Monde* publiera chaque jour une page en anglais préparée par le quotidien *The New York Times*.

Doc. D- Titres d'articles du *Monde* des 17 27 et 28 septembre 2001

Colin Powell s'efforce d'élargir le soutien à une lutte antiterroriste multiforme

« L'emploi de la force brute n'est pas la seule option », souligne le secrétaire d'Etat américain, tandis que la perspective d'une intervention militaire suscite des inquiétudes de par le monde. Les Etats-Unis se félicitent du soutien inattendu de la Syrie et de l'Iran

Où en est la « coalition »

Washington cherche à rallier le plus de pays

Un projet de résolution sur la lutte contre le terrorisme a été soumis à l'ONU par les Etats-Unis

Bush : la guerre, avec ou sans l'ONU

LE CONSEIL de sécurité des Nations unies, toujours profondément divisé, devait se réunir, vendredi 7 mars à 16 heures (heure de Paris), pour entendre le dernier rapport des chefs des inspecteurs de l'ONU sur le désarmement de l'Irak, Hans Blix et Mohamed ElBaradei. Plus de dix ministres des affaires étrangères, dont le chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin, avaient annoncé leur participation aux débats, qui commenceront par une séance publique.

A la veille de cette nouvelle réunion cruciale, George W. Bush a déclaré, jeudi, au cours d'une conférence de presse à la Maison Blanche, que l'Irak ne désarmait pas et que les Etats-Unis l'y contraindraient par la force, avec ou sans nouvelle résolution de l'ONU. « Il est temps, a-t-il dit, que les membres [du Conseil] abattent leurs car-



ses et montrent au monde quelle est leur position face à Saddam. » Le président américain a souligné que Washington soumettrait au vote son projet de résolution incluant le recours à la force, dépo-

sé avec l'Espagne et le Royaume-Uni le 24 février, même si celui-ci risquait de ne pas obtenir les neuf voix sur quinze nécessaires à son adoption ou si la France et la Russie y mettaient leur veto. « Lors-

qu'il s'agit de notre sécurité, s'il faut agir, nous agissons, et nous n'avons réellement pas besoin de l'ONU pour le faire », a ajouté M. Bush. A Bagdad, Saddam Hussein a qualifié de « stupidité absolue »

une attaque contre son pays. Jeudi, 6 missiles Al-Samoud 2 ont été détruits sous supervision de l'ONU, ce qui porte à 34 le nombre de ces engins mis hors de service depuis le début du mois de mars.

- Le président américain : « C'est une affaire de jours »
- Réunion cruciale du Conseil de sécurité sur l'Irak
- Les Etats-Unis veulent un vote sur une résolution
- Même en cas de refus de l'ONU, ils entreraient en guerre
- Débats : trois points de vue

Lire pages 2 à 5

Sur la caricature, l'homme de gauche est Kofi Annan (secrétaire général de l'ONU) et celui de droite George W. Bush (président américain)

Doc. F- La guerre en Irak décidée par G.W. Bush

Cet unilatéralisme américain en 2002-2003 constitue une rupture avec le multilatéralisme auquel George Bush était resté fidèle en 1990-1991. Surtout, faire ainsi cavalier seul illustre la thèse [...] de l'impossible coopération en matière de sécurité, vu que tout État doit être soupçonné de vouloir profiter de la foi de ses partenaires dans les engagements qu'il a pris pour les duper. George W. Bush affirme [ainsi] : « Le dictateur irakien ne désarme pas ... il nous *trompe* ». [...] Le refus américain de donner une nouvelle chance aux inspecteurs de l'ONU, la décision de recourir à l'action, qu'il y ait ou non soutien des autres États, sont conformes à la conception hobbenne de l'intérêt national défini dans une perspective égoïste en termes de puissance militaire.

Source : Battistella, Dario. « « Liberté en Irak » ou le retour de l'anarchie hobbenne », *Raisons politiques*, vol. n° 13, no. 1, 2004, pp. 59-78.

Doc. G- Les conséquences de la crise économique mondiale de 2008

Les dirigeants du G20 estiment que la pire crise économique et financière depuis la Grande Dépression dans les années 1930 trouve ses racines dans une sous-évaluation du risque par les investisseurs. Les bons résultats de l'économie mondiale leur ont donné un sentiment de sécurité trompeur.

La déclaration finale des Vingt ne mentionne pas ce que beaucoup considèrent comme l'épicentre de la crise: l'effondrement du système immobilier américain reposant sur le «subprime», le crédit hypothécaire à haut risque qui a permis à des foyers insolubles de s'endetter. [...]

Les gouvernements et les banques centrales ont débloqué des milliards d'euros ces derniers mois pour tenter de stabiliser le système financier international.

Les dirigeants du G20 s'engagent à «prendre toutes les mesures supplémentaires nécessaires», c'est-à-dire à injecter autant de liquidités qu'il faudra pour desserrer le marché du crédit. [...]

Les dirigeants du G20 mettront en place d'ici au 31 mars 2009 un «collège de superviseurs» comprenant tous les principaux régulateurs de la finance dans le monde. Il se réunira de façon régulière pour discuter de l'état des plus grandes banques mondiales opérant dans de nombreux pays et évaluer la sécurité financière de ces institutions. [...]

Les dirigeants du G20 s'engagent à agir rapidement pour élargir notamment aux puissances économiques émergentes la composition du Forum sur la stabilité financière qui rassemble des représentants des gouvernements, des banques centrales et des agences de régulation de différents pays pour chercher des moyens d'améliorer la régulation financière. [...]

Les dirigeants du G20 s'engagent à se réunir à nouveau d'ici au 30 avril 2009 et donnent à leurs ministres de l'Economie et des Finances une feuille de route pour préparer cette rencontre. En ce qui concerne les Etats-Unis, où Barack Obama succédera à George W. Bush à la présidence le 20 janvier 2009, des responsables de l'administration Bush ont déclaré qu'ils étaient en contact constant avec l'équipe de transition Obama.

Source : « Les principaux points du « plan d'action » du G20 », *Le Figaro*, 16 novembre 2008.

<https://www.lefigaro.fr/economie/2008/11/16/04001-20081116ARTFIG00123-les-principaux-points-du-plan-d-action-du-g-20.php>

Doc. H- Titres du journal *Le Monde* (octobre 2009 et avril 2010) pendant le 1^{er} mandat de Barack Obama, président démocrate de 2009 à 2012

Barack Obama Prix Nobel de la paix

Le prix Nobel de la paix 2009 a été attribué au président américain "pour ses efforts extraordinaires en faveur du renforcement de la diplomatie et de la coopération internationales entre les peuples".

Le Monde avec AFP

Publié le 09 octobre 2009 à 11h12, modifié le 09 octobre 2009 à 18h49 - 🔊 Lecture 2 min.

Obama, un multilatéralisme bien tempéré, par Zaki Laïdi

Directeur de recherche au centre d'études européennes de Sciences Po, Zaki Laïdi estime que "la diplomatie américaine n'est multilatéraliste que par défaut". "Pour Barack Obama, comme pour M. Bush, l'objectif est toujours le même : affirmer la primauté des Etats-Unis dans le monde", explique-t-il, précisant que, s'il s'agit de rendre le leadership américain "plus légitime", cela ne signifie pas l'acceptation sans conditions des règles du multilatéralisme.

Publié le 07 avril 2010 à 14h01, modifié le 04 juin 2010 à 21h14 | 🔊 Lecture 5 min.

Doc. I- Les Etats-Unis et les accords de Paris sur le climat (signés en décembre 2015)

COP21: Barack Obama salue un accord historique

Barack Obama a salué ce samedi 12 décembre un accord fort et historique conclu lors de la COP21 à Paris. Le président américain estime qu'il constitue la meilleure chance de sauver la planète contre la menace du réchauffement climatique. Pourtant, aux Etats-Unis, cet accord est loin de faire l'unanimité.

Publié le : 13/12/2015 - 01:29 Modifié le : 13/12/2015 - 01:45



Barack Obama estime que l'accord de Paris est susceptible de marquer un tournant dans la lutte contre le changement climatique. Le président américain, lors de son discours à la Maison Blanche, le 12 décembre 2015. REUTERS/Yuri Gripas

(Article RFI, 13/12/2015)

Les Etats-Unis ont réintégré l'accord de Paris, et cela peut accélérer la lutte contre le dérèglement climatique

Le deuxième pollueur mondial est officiellement revenu, vendredi, dans le traité. Sur le papier, cela peut paraître symbolique. En réalité, les Etats-Unis veulent s'imposer comme un leader.

Par Audrey Garric

Publié le 19 février 2021 à 08h00, modifié le 19 février 2021 à 18h42 - Lecture 6 min.

Offrir l'article

Lire plus tard



Article réservé aux abonnés



Le deuxième pollueur mondial a officiellement réintégré, vendredi, le traité international. Sur le papier, ce retour pourrait apparaître symbolique. En réalité, il marque la volonté des Etats-Unis de s'imposer comme un leader. JOHANNES EISELE / AFP

C'est un événement porteur d'espoir dans la lutte contre la crise climatique. Vendredi 19 février, les Etats-Unis ont officiellement réintégré l'accord de Paris sur le climat, après l'avoir quitté sous l'impulsion de Donald Trump. Le président américain, Joe Biden, en avait fait la demande auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU), le 20 janvier, le jour de son investiture. Trente jours plus tard, la première puissance économique mondiale, et deuxième pollueur de la planète, rejoint de nouveau les 189 autres pays à avoir ratifié ce traité scellé, en 2015, afin de limiter le réchauffement climatique.

Accord de Paris : Donald Trump acte le retrait des Etats-Unis du pacte sur le climat

L'ONU a confirmé avoir reçu, lundi 27 janvier, notification des Etats-Unis de leur retrait du pacte mondial de lutte contre le réchauffement climatique. Le départ américain sera effectif dans un an, en janvier 2026.



(Libération, 29/01/2025)